

Recommandations du Conseil des Secteurs Public et Privé pour la Promotion de la TICAD V

Une Nouvelle Perspective d'Economie Dynamique et
Pionnière pour l'Afrique et le Japon

Le 16 mai 2013

Conseil des Secteurs Public et Privé pour la Promotion de
la TICAD V

0. Préface

Le Japon accueillera la Cinquième Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement Africain (TICAD V) à Yokohama du 1er au 3 Juin 2013.

La TICAD est une conférence au sommet à laquelle tous les dirigeants africains sont conviés au Japon en règle générale afin de discuter de l'état de développement de l'Afrique. Une caractéristique particulière de ce forum est qu'il ouvre largement ses portes aux parties autres que les gouvernements japonais et africains. Les entreprises japonaises ont joué un rôle important dans le développement de l'Afrique en faisant des affaires avec l'Afrique, et en prenant également part à des conférences TICAD passées en tant que participants clés.

Un des principaux sujets de discussion envisagé pour la TICAD V est la croissance économique remarquable que l'Afrique a connue au cours de ces dernières années, conduite notamment par les initiatives du secteur privé. Le Conseil des secteurs public et privé pour la promotion de la TICAD V (ci-après «le Conseil») a été établi pour permettre aux secteurs public et privé du Japon de coopérer à mettre les forces du Japon au mieux de sorte que la croissance de l'Afrique puisse ainsi contribuer à stimuler la croissance au Japon.

Mise en lumière lors des discussions du Conseil au cours de ses quatre réunions précédentes, ces recommandations décrivent les efforts que le Japon devrait poursuivre à la suite de TICAD V afin de promouvoir les affaires avec l'Afrique.

Servant de coprésidents du Conseil, le Ministre des Affaires Etrangères, au nom du gouvernement, et Monsieur Masahiro Sakane, Vice-président du Keidanren dans le secteur privé. Les coprésidents agissant au nom du gouvernement sont le Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères et le Vice-ministre parlementaire des Affaires Etrangères, ainsi que le secteur privé représenté par Monsieur Yutaka Kase, Président du Comité Keidanren sur l'Afrique Sub-saharienne. Des représentants d'un total de 20 entreprises du secteur privé ont participé, de même que les responsables gouvernementaux du Ministère des Finances, du Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, JICA, JETRO, JOGMEC, JBIC et NEXI ont également participé.

1. Vues de l'Afrique dans les secteurs public et privé du Japon

Bénéficiant d'une abondance de ressources naturelles, l'Afrique a connu une croissance économique proche de 6% au cours des dernières années, les prix des

produits de base se sont envolés au niveau international. On s'attend à ce que sa population d'un milliard continu à croître à moyen et à long terme. En collaboration avec la croissance économique du continent, ce qui donne un grand potentiel à l'Afrique en tant que marché en expansion de plus d'un milliard de personnes.

Compte tenu de la croissance économique de l'Afrique et les progrès qu'elle a accomplis dans la création d'un environnement approprié pour les affaires, les entreprises japonaises considèrent l'Afrique non seulement comme un fournisseur actuel des ressources, mais également comme un nouveau marché en pleine croissance avec un potentiel inhérent à divers secteurs, y compris le développement agricole, les télécommunications, les soins médicaux, les biens de consommation généraux, et les technologies environnementales. Selon une enquête du JETRO, 67,3% des entreprises japonaises opérant en Afrique ont répondues que les affaires avec l'Afrique « augmenteront en importance » à l'avenir, et 58,7% des entreprises envisagent ou planifient d'étendre leurs activités là-bas.

Les initiatives commerciales des entreprises japonaises en Afrique ont donné lieu à des transferts de technologie aux pays d'accueil et à la création d'emplois localement, permettant ainsi de gagner l'estime des Africains. Ces Africains qui ont eu à traiter avec des entreprises japonaises auraient été très impressionnés par le niveau élevé des compétences techniques et par l'éthique de travail de ces entreprises. Le business du Japon avec l'Afrique aide à former les bases d'une croissance autonome en Afrique.

L'Afrique a pris une importance croissante dans les relations économiques extérieures du Japon au cours des dernières années, et les Africains eux-mêmes ont exprimé leur vif intérêt dans les liens économiques avec le Japon. Le Japon devrait considérer l'Afrique comme un important partenaire commercial et d'investissement et pas seulement comme un bénéficiaire d'aide. L'une des perspectives nécessaire est de coupler la vitalité de l'Afrique au Japon afin de provoquer une relance de l'économie japonaise.

Néanmoins, les entreprises privées japonaises font face à des conjonctures économiques difficiles en Afrique, endossant des coûts énormes pour assurer la sécurité de leurs employés et obtenir l'autorisation pour leurs investissements ainsi que pour supporter la longue attente nécessaire pour enregistrer le personnel et pour les procédures de dédouanements des expéditions. Les problèmes de sécurité sont particulièrement sérieux. La mort de 10 ressortissants japonais dans l'attaque terroriste de Janvier en Algérie a suscité une vive émotion aux personnes impliquées par les affaires en Afrique.

En dépit des difficultés de faire des affaires là-bas, l'Afrique reste toutefois importante pour les entreprises japonaises. Dans le contexte d'une économie mondialisée, les entreprises des pays émergents ainsi que les autres pays ont intensifié leurs activités en Afrique, c'est ainsi que le Japon devraient résolument continuer à évaluer et à actualiser le potentiel de l'Afrique. Les secteurs public et privé du Japon démontreront ici leur détermination inébranlable à développer des relations à moyen et à long terme avec l'Afrique.

En même temps, le gouvernement japonais doit entreprendre des approches concrètes pour soutenir les initiatives commerciales des sociétés japonaises en Afrique. Une condition préalable essentielle aux entreprises japonaises afin de peser de leurs poids optimal en Afrique, serait un environnement leur permettant de poursuivre les affaires en Afrique en toute sécurité, en plus des efforts nécessaires des secteurs public et privé concertés dans divers aspects des affaires: des améliorations au climat des affaires financées par l'APD, la prise de risque via un financement public, et des visites de vente en Afrique, ciblant des hauts fonctionnaires et des cadres supérieurs.

2. Des secteurs prioritaires qui seront abordés par la TICAD V

(1) Améliorations de l'environnement des affaires par les Africains eux-mêmes

Afin de résoudre les problèmes auxquels les entreprises japonaises font face et de leur permettre de poursuivre les investissements en Afrique, tout d'abord les Africains eux-mêmes devront s'engager dans des actions appropriées.

Il est utile de vérifier les problèmes auxquels les entreprises japonaises font face sur les affaires avec l'Afrique et que le Gouvernement du Japon demande d'améliorer l'environnement des affaires par les Africains eux-mêmes, en tirant parti de la TICAD V et d'autres occasions de rencontre avec des personnes influentes de l'Afrique, afin d'encourager les engagements des Africains eux-mêmes. Le message du Conseil adressé aux gouvernements africains pour promouvoir les affaires avec l'Afrique est comme suit.

[Le message du Japon pour la promotion des affaires avec l'Afrique]

- Les entreprises japonaises du secteur privé sont énormément intéressées par l'expansion de leurs affaires en Afrique. Cet intérêt est aussi dirigé vers la production locale, la vente, la fourniture de service, de produits divers à savoir les produits utilisés au quotidien ou machines qui améliorent la vie des populations africaines. L'expansion des affaires par les entreprises japonaises contribue typiquement au transfert de technologie et crée du travail local. Le Gouvernement japonais a l'intention de mobiliser ses ressources en vue de soutenir des entreprises japonaises à développer des affaires en Afrique.
- En même temps, nous voudrions que les pays africains s'engagent plus intensivement dans les domaines ci-dessous. Nous souhaitons que ces

gouvernements africains prennent l'initiative tout en sachant que l'expansion des affaires des entreprises japonaises en Afrique contribuera à la croissance à moyen et à long terme de l'Afrique.

Approche 1 : Aménagement d'un environnement des affaires sûr

[l'avis des entreprises japonaises sur les circonstances actuelles]

- Les conflits permanents et la détérioration de la sécurité exposent des activités des entreprises au danger et rendent la promotion des affaires difficiles. Les dépenses pour la sécurité entraînent l'augmentation des coûts des entreprises. L'aménagement d'un environnement des affaires sûr est un défi primordial pour le développement des affaires.

[Requêtes pour l'Afrique]

- Continuer les efforts en coopération avec la communauté internationale pour prévenir les conflits, améliorer la sécurité, lutter contre le terrorisme, l'enlèvement et la piraterie.
- Prendre des dispositions concrètes de sécurité en faveur des entreprises japonaises à savoir l'offre effective et efficace d'information de sécurité, la protection des entreprises par les forces de l'ordre et de sécurité.

Approche 2 : Réalisation des activités plus libres et plus stables des entreprises.

[l'avis des entreprises japonaises sur les circonstances actuelles]

- L'imposition de règlements excessifs aux entreprises limite leurs activités et freine la motivation des entreprises désireuses de développer leurs activités d'affaires en Afrique. L'appui pour les activités plus libres des entreprises contribuera mieux à la croissance à moyen et long terme de l'Afrique que les avantages offerts par le règlement.
(Exemples) Limitation des proportions des capitaux étrangers, exigences de contenu local, obligation d'embauche des nationaux, obligation de co-gérance avec les entreprises publiques ou locales, restriction sur les redevances.
- Un système législatif développé est la condition primordiale pour les activités d'affaires. La protection sûre des biens d'investissement et des droits de propriété intellectuelle contribuera à l'expansion des affaires. Les droits de propriété intellectuelle est la source de compétitivité des entreprises. C'est la raison pour laquelle les entreprises japonaises accordent une importance particulière à leur protection.

[Requêtes pour l'Afrique]

- Abroger/ adoucir les règlements sur les activités des entreprises autant que possible.
- Améliorer la capacité administrative (incluant l'amélioration des compétences des fonctionnaires) avec la communauté internationale de sorte que les fonctionnaires puissent appliquer les règlements convenablement et efficacement.
- Faire avancer la conclusion des accords bilatéraux pour promouvoir les investissements.
- Faire avancer l'aménagement du système législatif relatif à l'expropriation de terrain, l'adjudication, la propriété intellectuelle etc et former les ressources humaines dans ces domaines.

Approche 3 : Facilitation de la libre circulation des personnes et des biens

[l'avis des entreprises japonaises sur les circonstances actuelles]

- Les tarifs élevés des droits de douane et les mesures non-tarifaires complexes empêchent le commerce sous-régional et régional au niveau de l'Afrique. Et ils rendent difficile la construction des réseaux de circulation des marchandises. (Exemples) Tarifs douaniers moyens élevés, insuffisance dans l'application des tarifs communs sous-régionaux, perception inégale de tarifs douaniers, lenteur des procédures douanières, changement fréquent et application non transparente des procédures douanières
- L'Immigration et l'émigration facile des voyageurs d'affaires et des personnes en mission est indispensable pour les activités des entreprises.

[Requêtes pour l'Afrique]

- Activer le commerce sous-régional et international en coopération avec les pays voisins et communautés économiques régionales en simplifiant les mesures douanières et en réduisant les droits de douanes.
- Simplifier et appliquer rapidement et constamment les procédures de délivrance de visas de travail qui sont indispensables pour les activités des entreprises.

(2) Aide pour l'Afrique afin d'améliorer son environnement des affaires

Dans le but de soutenir des efforts d'amélioration de l'environnement des affaires en Afrique, en tirant parti de l'occasion de la TICAD V, le Gouvernement du Japon doit présenter des mesures d'assistance pour l'Afrique qui contribuent à l'amélioration de l'environnement des affaires en Afrique.

(a) Amélioration de politiques/systèmes

- Il est indispensable d'abord de consolider le système législatif pertinent d'une manière prévisible pour que les entreprises japonaises développent rapidement et efficacement leurs activités en Afrique.
- A cette fin, il faut aider au renforcement des capacités des autorités compétentes qui dirigent l'aménagement et l'application du système législatif y compris les droits des affaires.

(b) Amélioration des infrastructures

- Les infrastructures défectueuses devraient faire l'objet d'une grande préoccupation de la part des entreprises désireuses de s'étendre en Afrique. Il faut accorder la priorité à l'amélioration des infrastructures, un domaine dans lequel les entreprises japonaises peuvent contribuer au développement de l'Afrique, en utilisant leurs avantages.
- Il est important pour le Japon de prendre le leadership et de participer activement aux processus d'élaboration des plans directeurs.
- Les mesures d'amélioration des infrastructures en matière d'énergie électrique comme base pour l'industrie, des infrastructures de transport impliquant des marchés de production et de consommation ainsi que des infrastructures de communications nécessaires, comme un recours indispensable, devraient être

prises avec une urgence particulière, dans le cadre des relations de coopération entre les pays africains.

- Il faut aider à établir les corridors qui lient les ports internationaux et les zones de l'hinterland et favoriser le développement des zones situées aux alentours de ces corridors par l'approvisionnement en électricité, le développement des activités agricoles et l'exploitation des ressources naturelles car cette aide au développement de ces corridors est une approche utile qui peut créer de nouveaux marchés et peut lier les lieux de production aux lieux de consommation ainsi que des pays. Dans le cadre de cette aide, l'on devrait fournir l'assistance pour simplifier des procédures de dédouanement et d'autres procédures transfrontalières, afin de les rendre plus efficaces et développer l'infrastructure logistique. L'accent devrait être mis sur ce contexte de promotion d'infrastructure, aussi bien sur des zones économiques spéciales que sur les motivations d'investissement.

(c) Renforcement des ressources humaines

- Un des défis auxquels sont confrontées les entreprises japonaises en Afrique est lié à la pénurie des ressources humaines locales possédant des compétences suffisantes pour l'emploi. Le secteur public en Afrique ne fait pas exception face à ce constat lié aux ressources humaines et ceci a un impact sur la qualité de l'administration dans tous les domaines.
- L'on devrait fournir l'assistance en faveur d'un enseignement approprié aux marchés de l'emploi, en mettant l'accent sur l'enseignement professionnel et l'enseignement supérieur. Il faut considérer la possibilité d'utilisation des technologies de l'information dans ces enseignements. En plus, il faut viser à améliorer la qualité de l'administration par l'application des procédures administratives transparentes et constantes et par l'amélioration des données statistiques à travers des appuis aux formations des administrateurs. Il faut viser à élargir les activités de la JICA car les coopérations techniques de la JICA (stages au Japon, envoi des volontaires etc.) jouent un rôle important dans ce domaine.

(d) Edification des bases pour une croissance durable

- La croissance durable participative réalisée par les Africains eux-mêmes est une condition préalable pour les entreprises, afin de nouer des relations de moyen et long terme avec l'Afrique. Si l'Afrique maintient la croissance stable et s'évertue à stimuler des revenus parmi les pauvres, une nouvelle classe moyenne émergera pour créer les nouveaux marchés qui stimuleront à son tour l'activité économique plus impressionnante.
- L'on devrait d'abord fournir de l'assistance pour améliorer le niveau de sécurité en Afrique. La sécurité est l'un des facteurs les plus importants, en matière d'investissement. Les conflits en Afrique devraient être étouffés dans l'œuf, le temps mis pour les régler compromettent la paix et développent des menaces sous-jacentes, au sein des populations en quête de sécurité. Le Japon et l'Afrique ainsi que la communauté internationale devraient coordonner leurs efforts, en vue de faire face aux questions sensibles sur le plan international que n'importe quel pays ne peut résoudre individuellement, comme la piraterie et le terrorisme.

- La priorité devrait être accordée à l'aide pour promouvoir l'agriculture, l'industrie de base en Afrique. L'assistance qui s'oriente vers la production agricole, améliore la productivité et renforce les chaînes de valeur, en contribuant à une plus grande sécurité alimentaire en Afrique. Des améliorations efficaces qui réduisent les prix des produits agricoles et la maîtrise de la hausse de coûts de la main-d'œuvre sur le moyen et long terme stimulera aussi le développement des activités des entreprises.
- L'on devrait fournir le soutien pour améliorer la santé, les soins médicaux, l'approvisionnement en eau et autres besoins humains de base (BHB). Une fois que les moyens de subsistance des peuples sur le continent africain auront accrus, la stabilité sociale s'améliorera et la nouvelle croissance économique deviendra plus réalisable.
- Les femmes et la jeunesse seront des acteurs clés dans la croissance de l'Afrique. Le secteur public et le secteur privé devraient se mobiliser ensemble pour renforcer les capacités des femmes et de la jeunesse et pour augmenter leur chance à trouver des emplois et à insuffler une nouvelle vitalité à la croissance de l'Afrique.
- La vulnérabilité de l'Afrique face aux problèmes environnementaux et au changement climatique fait obstacle à la croissance stable. On devrait aider les Africains en renforçant leur capacité d'adaptation à faire face aux sécheresses, inondations et autres impacts liés au changement climatique. Des entreprises japonaises possèdent les technologies qui économisent l'énergie et améliorent l'efficacité des centrales thermiques qui pourraient contribuerait considérablement au renforcement de l'adaptabilité des Africains.

(3) Assistance pour les entreprises afin de promouvoir les affaires avec l'Afrique

Le commerce Japonais en Afrique a été bien accueilli par les Africains pour créer les emplois locaux et transférer les technologies. Les entreprises Japonaises reconnaissent que le haut niveau d'estime qu'ils détiennent engendre la confiance au Japon et rapproche davantage le Japon et l'Afrique. Par conséquent, nous soutenons la croissance des affaires à valeur ajoutée élevée en Afrique.

La TICAD V représente la meilleure opportunité pour promouvoir les affaires Japonaises avec l'Afrique. Saisissant cette opportunité, les ministères concernés, agences et institutions gouvernementales devraient collaborer en tant que «équipe-all Japan » en mettant en exergue des mesures spécifiques visant à promouvoir les affaires avec l'Afrique.

(a) Assurer la sécurité

- L'une des plus grandes préoccupations des entreprises en expansion en Afrique est d'assurer la sécurité de leurs activités locales. Les entreprises exigent des informations appropriées sur les conditions locales et doivent mettre à exécution les mesures de sécurité en utilisant la technologie de l'information (IT) dans la

prise des précautions adéquates.

- Les missions diplomatiques à l'étranger ont accès aux informations à travers leurs activités diplomatiques quotidiennes, aidant les entreprises à assurer la sécurité. Elles jouent aussi un rôle important dans la protection des ressortissants japonais à l'étranger.
- Les entreprises et les missions diplomatiques à l'étranger devraient collaborer plus étroitement pour un meilleur partage des informations. Dans le même ordre d'idée, les activités de l'ambassade devraient être restructurées pour améliorer leurs capacités à rassembler les informations et protéger les ressortissants japonais.
- Des efforts devraient être fournis pour augmenter les séminaires sur les investissements à l'étranger, l'extension des destinations, etc., offerts par la JETRO et d'autres organisations, et pour fournir/ diffuser les informations sur les mesures de sécurité et de gestion des crises des entreprises exerçant à l'extérieur.

(b) Etendre les opportunités des affaires

- Les entreprises doivent accorder l'attention nécessaire à la faisabilité et la rentabilité pour prendre des décisions sur l'expansion de leurs affaires. Cela requiert la confirmation d'un certain nombre d'éléments, pas le moindre étant l'engagement pris par le gouvernement hôte aux projets des entreprises. Cependant, il y a des limites à la capacité des entreprises individuelles pour recueillir des informations relatif à l'investissement en Afrique et à établir des réseaux avec les gouvernements hôtes.
- Pour cette raison, le gouvernement japonais et les institutions affiliées au gouvernement devraient obtenir des informations relatives aux affaires en Afrique, en prenant en compte les intérêts des entreprises et même mieux fournir aux entreprises afin de promouvoir les affaires avec l'Afrique. Les missions diplomatiques à l'étranger ainsi que le gouvernement, et les institutions affiliées au gouvernement en Afrique devraient être restructurées pour fournir un soutien plus actif que jamais aux entreprises japonaises. Les missions en Afrique ainsi que les séminaires d'investissement dirigés par le gouvernement et les institutions affiliées au gouvernement avec la coopération des gouvernements Africains permettent non seulement la collecte des informations concernant l'investissement mais aident aussi à construire des réseaux dans les pays d'accueil, et par conséquent devraient être élargies. Les fonctions de consultation offertes par les missions diplomatiques à l'étranger et par les institutions affiliées au gouvernement devraient être renforcées pour faciliter les activités des entreprises japonaises après expansion.
- La protection juridique des investissements améliorera la sûreté des investissements et rendra plus facile de décider sur de nouveaux investissements.
Le gouvernement Japonais devrait donc, chercher à conclure les accords bilatéraux d'investissement, avec les pays où les besoins des entreprises japonaises sont élevés. Pour éviter la double imposition, les accords relatifs aux impôts bilatérales devront aussi être signés.

(c) Offrir le soutien financier

Les affaires en Afrique continuent à fonctionner dans un environnement à faible transparence et au risque du pays élevé, limitant le capital qui peut être recueilli uniquement des institutions financières basées sur le marché et des risques qui ne peuvent pas être complètement couverte par une assurance du secteur privé. Pour les entreprises Japonaises confrontées à une féroce concurrence avec les entreprises des pays émergents et d'autres, maintenir et renforcer la compétitivité sont un autre problème clé. Comme la politique des finances joue un rôle si important en complétant le financement du secteur privé en Afrique, l'usage de JBIC, NEXI, JICA (financement de l'investissement du secteur privé) devrait être intensif, et JOGMEC (développement des ressources) pour fournir un financement pour les entreprises en Afrique, ainsi qu'augmenter le système d'assurance pour assurer les attaques terroristes. L'accent devrait porter sur l'infrastructure, qui offre un nombre croissant d'occasions d'affaires en Afrique, et dans les domaines tels que les énergies renouvelables où les forces du Japon peuvent entrer en jeu.

(d) Faire appel aux pays partenaires

- L'autorité en Afrique a tendance à beaucoup se concentrer dans les niveaux supérieurs de gouvernement, et il serait donc efficace d'en appeler directement aux hauts fonctionnaires pour répondre aux besoins des entreprises.
- Les recours devraient être adressés aux niveaux supérieurs de gouvernement dans les pays africains, surtout, aux dirigeants nationaux, afin que les demandes des compagnies pourraient se refléter dans les politiques de ces gouvernements africains. Les Ambassades japonaises en Afrique particulièrement devraient engager pro-activement les efforts de vente niveau supérieur. Ces approches devraient viser à encourager des relations de confiance à long terme entre le Japon et l'Afrique.
- Le dialogue de la politique avec les secteurs public et privé agissant de concert devrait se poursuivre avec plus d'énergie, surtout dans ces pays où les entreprises ont grands besoins, comme des occasions de transmettre directement aux gouvernements des pays hôtes des compagnies et d'encourager ces gouvernements à améliorer le climat des affaires dans leurs pays.
- L'échange de personnel entre le Japon et l'Afrique devrait être encouragé, en mettant l'accent sur le renforcement du nombre d'africains en visite au Japon, afin d'approfondir la connaissance des pays d'Afrique de l'importance de la technologie avancée du Japon et, par extension, celle des sociétés japonaises. Dans cette perspective, on devrait envisager d'élargir la formation organisée par la JICA au Japon, de la formation de secteur privé à travers HIDA, les projets d'échanges, les séminaires et les expositions d'introduire des technologies/produits japonais et invitations aux personnalités africaines.

3. **Approches à mettre en avant par la TICAD**

La TICAD V se tiendra en invitant tous les pays africains. C'est une excellente occasion de renforcer les relations avec tous les pays africains. Les pays d'Afrique

diffèrent par leur niveau de développement, et ils ont donc différents besoins de développement. Les politiques mises en avant lors de la TICAD V pour soutenir l'Afrique devrait, autant que possible impliquer des approches sur mesure adaptées aux circonstances de chaque pays.

Dans le même temps, les approches du Japon devraient être de nature plus stratégique afin de favoriser la poursuite d'entreprises commerciales par des entreprises japonaises en Afrique.

Dans les pays / régions du nord, de l'est et du sud de l'Afrique où les entreprises japonaises ont déjà mis en place des opérations ou dans lequel ils ont un fort désir d'étendre leurs affaires, l'accent devrait être mis sur la disposition des pourparlers commerciaux pratiques et offrant un soutien pour faciliter les affaires japonais ; la priorité doit être donnée aux mesures dans les domaines où les besoins des entreprises sont particulièrement élevés, y compris l'amélioration des infrastructures, le développement des ressources humaines axée sur l'emploi et l'aide financière pour les entreprises. L'APD tels que les prêts en yens, investissement / prêts à l'étranger ainsi que d'autres financements publics devraient être utilisés activement et affectés de façon prioritaire à cet effet.

Dans les pays / régions d'Afrique centrale et occidentale dans laquelle les entreprises japonaises explorent la possibilité d'étendre leurs affaires à moyen et à long terme, la priorité devrait être mis sur découvrir de nouvelles occasions d'affaires, envoyer des missions variées, organiser séminaires sur les investissements et fournir les renseignements sur les investissements.

Annexes

- (1) Le Conseil public-privé pour la promotion de la TICAD V: Liste des membres du secteur privé
- (2) Le Conseil public-privé pour la promotion de la TICAD V: Précédente Sujets de discussion

Conseil des secteurs public et privé pour la promotion de la TICAD V:**Liste des membres du secteur privé**

[Coprésident]

Komatsu Ltd.	Directeur et Conseiller	Masahiro Sakane
--------------	-------------------------	-----------------

[Coprésident suppléant]

Sojitz Corporation	PDG	Yutaka Kase
--------------------	-----	-------------

[Membres]

Ajinomoto Co., Inc.	PDG	Norio Yamaguchi
Itochu Corporation	PDG	Eizo Kobayashi
JX Holdings, Inc.	PDG	Yasushi Kimura
Nippon Steel & Sumitomo Metal Corporation	PDG	Shoji Muneoka
Sumitomo Chemical Co., Ltd.	Directeur	Kenjiro Fukubayashi
Sumitomo Corporation	Président	Kuniharu Nakamura
Toshiba Corporation	PDG	Atsutoshi Nishida
Toyota Motor Corporation	Conseiller Principal	Katsuaki Watanabe
Toyota Tsusho Corporation	PDG	Junzo Shimizu
JGC Corporation	PDG	Keisuke Takeuchi
Nippon Koei Co., Ltd.	Directeur et Administrateur Délégué	Akira Mizukoshi
NEC Corporation	PDG	Kaoru Yano
NYK Line	PDG	Koji Miyahara

Panasonic Corporation	PDG	Fumio Otsubo
Hitachi, Ltd.	PDG	Takashi Kawamura
Marubeni Corporation	Conseiller administratif principal	Nobuo Katsumata
Mitsui & Co., Ltd.	Président	Masami Iijima
Mitsubishi Corporation	PDG	Yorihiko Kojima
Mitsubishi Heavy Industries, Ltd.	PDG	Hideaki Omiya
The Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ, Ltd.	Conseiller Principal	Nobuo Kuroyanagi

Conseil des secteurs public et privé pour la promotion de la TICAD V:

Précédents Sujets de discussion

1ère réunion (2 Août 2012)

- (1) État des préparatifs de la TICAD V
- (2) Situation actuelle des affaires avec l'Afrique et les rôles du gouvernement japonais

2ème réunion (30 Novembre 2012)

- (1) État des préparatifs de la TICAD V
- (2) Mesures spécifiques pour la collaboration entre le secteur public et le secteur privé («promouvoir des investissements à forte valeur ajoutée» et «améliorer le climat d'investissement en Afrique: développement des ressources humaines locales")

3ème réunion (30 Janvier 2013),

- (1) Le gouvernement aborde le sujet concernant l'enlèvement de ressortissants japonais en Algérie
- (2) Des mesures spécifiques pour la collaboration entre le secteur public et le secteur privé («amélioration des infrastructures par le biais de partenariats entre le secteur public et le secteur privé»)
- (3) Aperçu des recommandations du Conseil du secteur public et du secteur privé

4e réunion (fin Mars - début Avril 2013) [P]

- (1) Recommandations du Conseil du secteur public et du secteur privé